



CI – 016M
C.P. – P.L. 113
Adoption et
communication
de renseignements
TEXTE FRANÇAIS

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ PAR LA SOCIÉTÉ MAKIVIK
ET LA RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK

AU COMITÉ DES INSTITUTIONS
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

SUR LE PROJET DE LOI N^o 113 “LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL ET D’AUTRES DISPOSITIONS
LEGISLATIVES EN MATIERE D’ADOPTION ET DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS”

29 novembre 2016

*« Le don d'un enfant est le cadeau le plus merveilleux que l'on puisse recevoir.
C'est un grand honneur et l'enfant doit être traité avec grand soin et amour »*

*« Quand un enfant est adopté, un sentiment d'amour nous emporte.
Parce que c'est un réel honneur de recevoir un enfant. Vous en êtes émerveillé et vous l'aimez
d'une manière unique qui peut même surpasser ce que l'on ressent pour un enfant biologique »*

*« Cette coutume qui assure une prise en charge de tous les enfants doit être préservée.
C'est très important pour nous et nos valeurs en tant qu'Inuit »*

*« J'ai été élevé par une Aînée pour être très autonome. J'ai commencé à marcher aussitôt
que je l'ai pu, et je ne me suis jamais arrêté depuis. Les leçons de travail acharné
que j'ai pu apprendre de ma grand-mère qui m'a élevé jusqu'à l'âge de 10 ans...
J'entendais souvent dire qu'un enfant adopté par une aînée pouvait faire face
à tous les défis de la vie et poursuivre sa route contre toute attente »*

AÎNÉS DU NUNAVIK (CONSULTATION 2010)

TABLE DES MATIÈRES

- 1. INTRODUCTION AU NUNAVIK**
- 2. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ MAKIVIK ET DE LA RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK**
- 3. PRÉSENTATION DU RÉGIME D'ADOPTION COUTUMIÈRE DES INUIT¹ DU NUNAVIK**
- 4. DE LA RECONNAISSANCE DES EFFETS DU RÉGIME D'ADOPTION COUTUMIÈRE DES INUIT DU NUNAVIK**
- 5. COMMENTAIRES PORTANT SUR LE PROJET DE LOI N^o 113 *“Loi modifiant le code civil et d’autres dispositions législatives en matière d’adoption et de communication de renseignements”***
- 6. CONCLUSIONS**

¹ Aux fins du présent document et en respect de la langue Inuttitut, l’emploi du nom propre « **Inuk** » sera utilisé au singulier, et « **Inuit** » dans sa forme plurielle.

1. INTRODUCTION AU NUNAVIK

La mère-patrie des Inuit du Nunavik est constituée de sa partie continentale comme de sa partie extracôtière. Sa partie terrestre s'étend sur de vastes territoires (660 000 kilomètres carrés) au nord du 55^e parallèle dans les zones toundrique et boréale de la province de Québec. Elle couvre un territoire équivalent à un tiers du Québec et est gouvernée par la Convention de la Baie James et du Nord québécois de 1975 (CBJNQ). Sa partie extracôtière couvre la zone extracôtière du Nord québécois, le Nord du Labrador et la zone extracôtière du Nord du Labrador. Elle est décrite à l'Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavik (ARTIN) de 2007 comme étant la Région Marine du Nunavik, englobant toutes les zones marines et eaux, îles et terres, sises dans ces limites. Ladite frontière inclut les régions extracôtières de chevauchement des intérêts des Inuit du Nunavik avec les Inuit du Nunavut ou du Nunatsiavut (Labrador), comme avec les Cris d'Eeyou Itschee. Le régime coutumier des Inuit du Nunavik en ce qui a trait à leur patrie est un concept inclusif, organique, qui contient de manière inter-reliée des éléments touchant à l'identité, la langue, les utilisations, l'histoire, la culture, les traditions, l'environnement, les besoins, la famille, et la réciprocité, combinée avec des droits et intérêts issus de traités, le tout vu sous l'angle de la pérennité, de la durabilité et de l'équité.

Il y a quatorze (14) communautés inuites le long de la Baie d'Ungava, le détroit d'Hudson et la Baie d'Hudson, et une communauté inuite à la Baie James. Seulement trois de ces communautés ont une population de plus de mille habitants alors que la population totale de la région est d'environ 12 090 habitants, dont à très forte majorité (90 %) de descendance inuite. Les communautés du Nunavik, qui se situent à une distance de 1 500 à 2 500 kilomètres de Montréal, ne sont pas reliées au réseau routier et l'accès n'y est possible que par voie aérienne ou par la mer. Le coût de la vie y est 69 % plus élevé que dans le reste du Québec et le pouvoir d'achat des habitants y est à l'évidence moindre² alors que les Inuit du Nunavik, non assujettis à la *Loi sur les Indiens*³, payent des taxes provinciales et fédérales au même titre que l'ensemble des citoyens canadiens.

La population du Nunavik est très jeune : 62.3% des Inuit du Nunavik sont âgés de moins de 30 ans, et 34.3% ont moins de 15 ans. Cette dernière tranche d'âge représente d'ailleurs 4 165 enfants, membres de familles composées généralement de 3 enfants et plus. La langue d'usage au Nunavik est l'Inuttitut, qui est parlé en majorité par les Inuit, et est la principale langue

² STATISTIQUE CANADA, *Activités de récolte et bien-être de la collectivité parmi les Inuits dans l'Arctique canadien : constations préliminaires de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2001 – Enquête sur les conditions de vie dans l'Arctique*, 6 mars 2006, en ligne : <http://www.statcan.gc.ca/bsolc/olc-cel/olc-cel?catno=89-619-XWF&lang=fra>

³ L.R.C. 1985, ch. I-5.

d'enseignement dans les écoles et maternelles jusqu'en 3^e année du primaire, et d'usage exclusif dans les centres de la petite enfance⁴.

Une tradition importante qui prévaut dans les communautés du Nunavik concerne l'adoption coutumière. En 1992⁵, 23 % des Inuit âgés de plus de 15 ans déclaraient avoir été adoptés dans une égale proportion hommes-femmes. 57% des individus âgés de plus de 15 ans qui à cette date avaient été sondés ont déclaré avoir adopté ou donné en adoption au moins un enfant. Dans une enquête de 2003⁶, 33,5 % des répondants déclaraient avoir été adoptés selon la coutume, ce qui dénote une constance relative dans ces taux de prévalence.

2. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ MAKIVIK ET DE LA RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK

Makivik fut créée en 1978 par la Loi sur la Société Makivik⁷. Makivik est la partie inuite reconnue à la CBJNQ et à l'entente ARTIN. Société à but non lucratif, son mandat principal est la protection de l'intégrité des dits traités et leur mise en œuvre. Makivik promeut la culture et la langue inuite aussi bien que la santé, le bien être, la lutte à la pauvreté et le perfectionnement de l'instruction des Inuit du Nunavik et de leurs communautés, tout en se concentrant sur le développement politique, social et économique du Nunavik. Makivik est mandaté pour gérer les compensations prévues à la CBJNQ et les administrer de façon à promouvoir la croissance économique du Nunavik en fournissant de l'aide à la création d'emplois et des occasions d'affaires pour les Inuit du Nunavik. Les seize (16) membres de son conseil d'administration proviennent des communautés du Nunavik et ses cinq (5) directeurs exécutifs sont universellement élus par les bénéficiaires de la CBJNQ, qui composent les membres de la Société.

La Régie Régionale de la Santé et des Services Sociaux du Nunavik (RRSSN) fait partie du réseau québécois des organisations et institutions dédiées au bien être et à la santé de la population. Ses partenaires principaux sont le Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS), les deux centres de santé de la région (Inuulitsivik et Tulattavik), Santé Canada, le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS), le Centre intégré universitaire de santé et services sociaux (CIUSS RUIS), les organisations des communautés, l'Administration régionale Kativik (ARK), la Commission scolaire Kativik (CSK) et Makivik. La RRSSN est une agence publique créée en 1995 par la CBJNQ et la Loi sur les services de santé et les services sociaux⁸. Elle est responsable sur

⁴ Pour toutes les statistiques, voir: 2011 *statistiques – Nunavik Statistics Program - Nunavik in Figures 2015, Pocket and Full-Length Editions*, © Gérard Duhaime, Sébastien Lévesque et Andrée Caron, *Canada Research Chair in Comparative Aboriginal Condition*, Université Laval (www.nunivaat.org)

⁵ SANTÉ QUÉBEC, *A Health Profile of the Inuit. Report of the Santé Québec Health Survey Among the Inuit of Nunavik*, vol. 1, 1992.

⁶ SANTÉ QUÉBEC, *Health Survey Among the Inuit of Nunavik*, Graphique 2.6, 2003.

⁷ L.R.Q., ch. S-18.1

⁸ L.R.Q., ch. S-4.2

presque l'ensemble du territoire situé au nord du 55^e parallèle de l'offre des services sociaux et de santé aux habitants des quatorze (14) communautés du Nunavik. La RRSSN est administrée par un conseil d'administration composé de représentants de chacune des quatorze (14) communautés du territoire, tout comme des représentants des deux centres de santé, des usagers et du gouvernement régional.

3. PRÉSENTATION DU RÉGIME D'ADOPTION COUTUMIÈRE DES INUIT DU NUNAVIK

Le régime d'adoption coutumière des Inuit du Nunavik est un droit ancestral reconnu et affirmé à l'article 35 de la Loi Constitutionnelle, 1982. Qui plus est, la CBJNQ, un traité jouissant d'une protection constitutionnelle, reconnaît tout autant les effets de telles adoptions⁹. Cette pratique a toujours fait part de la société inuite du Nunavik, et ce jusqu'à ce jour. Intervenant suite à des causes variées allant de la nécessité familiale, à des considérations de régulation sociale ou de spiritualité, le don d'enfant se perpétue à travers les âges alors que la culture inuite porte envers à sa jeunesse un regard primordial. Les valeurs fondamentales de soins, d'amour, de don, historiquement présentes au processus d'adoption coutumière inuite, demeurent cruciales pour les aînés comme pour la population en général. Étant partie intégrante de la culture distinctive des Inuit du Nunavik, les adoptions coutumières surviennent couramment dans la région, alors qu'il est évalué qu'un nouveau-né sur trois (3) à quatre (4) enfants est ainsi adopté¹⁰, selon un ratio relativement stable depuis la collecte d'information concernant les adoptions coutumières inuites, et ce, malgré la courbe de croissance généralement forte de la population du Nunavik :

TABLEAU 1: ESTIMATIONS DES ADOPTIONS COUTUMIÈRES AU NUNAVIK
"ESTIMATED NUMBERS OF INUIT CHILDREN TRADITIONALLY ADOPTED OVER THE YEARS"¹¹ (2010)¹²

Y79	80	81	82	83	84	85	86	87	88
#28	34	34	63	51	39	45	51	64	56
Y89	90	91	92	93	94	95	96	97	98
#61	49	67	52	63	56	40	47	52	60
Y99	00	01	02	03	04	05	06		
#40	28	13	83	82	76	61	74		

⁹ Voir les « Définitions » aux Chapitres 3 (Éligibilité) et 24 (Régime de chasse, pêche et piégeage)

¹⁰ Voir l'enquête de Santé Québec de 1992 citée à la NOTE 4

¹¹ Estimations compilées sous réserve par Makivik depuis des sources variées : MSSS, Registre des bénéficiaires de la CBJNQ, septembre 2001 (rk, Jan02); Pageau, M., Ferland, M., Déry, S. (2003) Nos enfants, l'état de santé des enfants 0-5 ans du Nunavik, Kuujuaq, Direction de la Santé publique, RRSSN, 366 p.; Directeur de l'État civil du Québec, volumes 2001-2006;

¹² Voir Page 5 du « Discussion Paper Prepared by the Inuit Representatives to the Working Group on Traditional Adoption Practices in Québec – October 2010 (revised) », Makivik/RRSSN

La reconnaissance des effets de ces adoptions à l'extérieur des communautés du Nunavik était, jusqu'en 1994, rendue possible par des moyens pratiques de proximité. En effet, alors que les certificats de baptêmes étaient jusqu'à cette date considérés comme documents officiels, les autorités religieuses présentes sur le territoire pouvaient confirmer les adoptions coutumières en apposant le nom des adoptants aux registres détenus par leurs églises. Au début des années 1990, en préparation aux changements anticipés au Code civil du Québec pour la réforme de 1994, la RRSSN et Makivik initièrent un processus de consultation qui mena au développement d'un formulaire d'une page permettant de confirmer la survenance d'une adoption coutumière.

TABLEAU 2: FORMULAIRE DE DÉCLARATION D'ADOPTION COUTUMIÈRE INUITE
(Declaration of Inuit Customary Adoption - 1995-2006)

DECLARATION OF INUIT CUSTOMARY ADOPTION			
Name of child at birth: _____ (herein referred to as "the Child")			
*Date of Birth: _____			
*Name of child after the adoption: _____			
*Date of Adoption: _____			
Place of Birth: _____		Beneficiary No.: _____	
Biological Parents:			
Mother: _____ (Surname) (Maiden Name) (Given Name)			
Beneficiary No. _____	Disk No. _____	Date of birth: _____	Place of birth: _____
Address: _____ (P.O. Box) City Postal Code Telephone No. _____			
Father: _____ (Surname) (Maiden Name) (Given Name)			
Beneficiary No. _____	Disk No. _____	Date of birth: _____	Place of birth: _____
Adoptive Parents:			
Mother: _____ (Surname) (Maiden Name) (Given Name)			
Beneficiary No. _____	Disk No. _____	Date of birth: _____	Place of birth: _____
Address: _____ (P.O. Box) City Postal Code Telephone No. _____			
Father: _____ (Surname) (Maiden Name) (Given Name)			
Beneficiary No. _____	Date of birth: _____	Place of birth: _____	
1. THAT the Child is born in the community of _____, on the ____th day of _____			
2. THAT The Biological Parents gave the Child up for adoption to the Adoptive Parents on _____ _____;			
3. THAT the adoption was made in accordance with Inuit customary adoption procedures and the Child is recognized and known within the community of _____ as the child of the adoptive parents, under the name _____			
4. THAT the Child is duly registered as beneficiaries pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement, under number _____;			
5. THAT the Child has been registered at birth at the Civil Status Registrar and that the Declaration of Life Birth given at the birth of the Child by the Health Center to the biological mother has been sent to the office of Civil Status Registry;			
6. THAT all the facts alleged in the present Declaration are true.			
AND WE HAVE SIGNED IN SIX (6) COPIES:			
ONE SIGNED COPY FOR: Biological Parents / Adoptive Parents / NV's office / LHC's office / Direction de l'Etat Civil/ Nunavik Enrolment Office			
(place of signature) _____	(date) _____	(signature Biological Mother) _____	(Signature Biological Father) _____
(place of signature) _____	(date) _____	(signature Adoptive Mother) _____	(Signature Adoptive Father) _____
(place of signature) _____	(date) _____	or _____	
(place of signature) _____	(date) _____	(Mayor) _____	(Secretary-Treasurer of CNV) _____
(place of signature) _____	(date) _____	(President Landholding Corporation)	
ONE SIGNED, ONE ORIGINAL to be sent to the Civil Status Registrar, at the following address: Mr. Sydney Casgrain Direction de l'Etat Civil 2050 de Bleury, 6e étage Montréal, Québec H3A 2J5		ONE PHOTOCOPY to be sent to Registre des bénéficiaires Cris, Inuit et Naskapis, at the following address: Nunavik Enrolment Office Makivik Corporation P.O. Box 179 Kuujuaq, QC J0M 1C0	

VOIR ANNEXE A:

FORMULAIRE G – DÉCLARATION D'ADOPTION COUTUMIÈRE INUITE
"Form G - Declaration of Inuit Customary Adoption Form"
Bureau d'inscription du Nunavik – Société Makivik (2006 – ce jour)

La RRSSN adopta en 1995 une résolution approuvant l'établissement d'une telle procédure administrative. En 1996, une résolution de l'ARK aux effets similaires incitait les communautés à mettre sur pied, à leur entière discrétion, un comité aviseur local pouvant être consulté en lien avec toute adoption coutumière inuite. Aucun de ces dits comités aviseurs ne vit le jour, mais la procédure alors développée, soit le formulaire de déclaration d'adoption, est toujours en usage comme arrangement administratif conclu avec le Directeur de l'État civil du Québec.

Selon cette entente, le Directeur remplace à l'acte de naissance d'un enfant Inuk la nouvelle filiation établie en faveur de ses parents adoptifs sur réception du formulaire dûment complété. Ce formulaire requiert des informations générales sur l'enfant comme sur ses parents biologiques et adoptifs, et sera attesté par le maire ou le secrétaire-trésorier, et par le président de la corporation foncière concernée, qui, ce faisant, confirment que l'adoption s'est faite dans le respect des coutumes inuites applicables, et que l'enfant est connu et reconnu au sein de sa communauté comme étant l'enfant de ses parents adoptifs.

Malgré tout, une reconnaissance formelle des effets de l'adoption coutumière inuite demeurerait nécessaire, considérant que des décisions de la Cour du Québec, chambre de la jeunesse¹³ avaient, dans un contexte d'application de la Loi sur la Protection de la jeunesse (LPJ), questionné la légalité de l'arrangement administratif entre les Inuit du Nunavik et le Directeur de l'État civil du Québec, demandant à ce qu'il soit intégré au corpus des lois provinciales :

- [16] Sans remettre en question le bien fondé d'ententes permettant de respecter les droits ancestraux des autochtones, dont notamment l'adoption coutumière, on se doit de respecter l'état actuel de la législation, laquelle, de toute évidence, n'a pas été modifiée pour tenir compte de cette pratique.
- [23] En d'autres mots, si dans le présent contexte, la filiation de l'enfant ne peut être contestée, la modification de l'acte de naissance de l'enfant permettant l'établissement d'une nouvelle filiation sans que celle-ci ne soit reconnue judiciairement, nous apparaît contestable puisque non conforme à l'état actuel du droit.

Il nous semble important de noter que la jurisprudence développée au Québec en matière d'adoption coutumière inuite aura toujours impliquée la LPJ. Elle ne portera donc pas uniquement sur ce droit, ni sur les dispositions de la CBJNQ, ou sur leur reconnaissance constitutionnelle.

Ceci étant dit, nous ne pouvons prétendre à une quelconque habilité à définir l'adoption coutumière inuite, ni à décrire les règles associées à sa pratique. Cependant, quelques aspects de la tradition sont connus et furent documentés. C'est le cas des circonstances menant à la décision de donner son enfant en adoption, malgré que ces dernières puissent encore varier. En

¹³ Voir M.Q., (2005) R.J.Q. 2441 (C.Q. St-Hyacinthe 13-01-2005); G. (J.-G.), Re (2000) 4 C.N.L.R. 104 (C.Q.); D.-F.P. (Re) (2001) 2 C.N.L.R. 51 (C.Q.); M.R.B. (In the matter of) (2002) 2 C.N.L.R. 169 (C.Q.); M.K.Kh. (In the matter of) (2003) 4 C.N.L.R. 11 (C.Q.), infirmé (2004) 2 C.N.L.R. 68 (C.A.Q.); L.B., Re, 2005 IIJCan 51170 (QC C.Q.)

effet, récemment, le jeune âge de la mère biologique est devenu une des circonstances emportant la décision de donner son enfant en adoption. Il s'agit d'une nouvelle preuve de l'extraordinaire capacité d'adaptation des droits autochtones eut égard aux réalités dans lesquelles ils évoluent.

L'adoption sera le plus souvent amorcée lorsque la mère biologique est enceinte par un échange de consentements et, dès lors, les parents adoptifs se prépareront à recevoir l'enfant. Ce dernier sera physiquement confié à ses nouveaux parents dès ses premières heures de vie. Généralement, mais non obligatoirement, l'adoption aura lieu au sein de la famille immédiate ou étendue. Ceci était d'autant plus vrai dans le passé, alors que la relative proximité des communautés tissées serrées facilitait le choix d'une famille adoptive aux compétences parentales reconnues. Aujourd'hui, les adoptions coutumières inuites sont considérées permises entre Inuit, et ce indépendamment de leur statut en tant que bénéficiaires de la CBJNQ ou de leur lieu de résidence. Elles ne le sont cependant pas entre membres d'autres nations autochtones. Il est intéressant de noter que les couples dits mixtes seront considérés légitimés selon la coutume à agir en tant que parents adoptifs.

Il s'agit d'un processus consensuel avec engagement verbal entre les parents adoptifs et biologiques d'une valeur équivalente à tout contrat ou engagement formel ou écrit. Les consentements donnés et reçus créent des effets immédiats et permanents à l'adoption. La filiation de l'enfant adopté sera modifiée en faveur de ses parents adoptifs, se substituant ainsi à sa famille d'origine. Ces derniers dès lors assumeront toutes les responsabilités et obligations tels des parents au sens des lois statutaires, et ce en terme de soins, de nourriture, de logis, d'éducation, de vêtements, etc. L'adoption modifie de manière permanente les liens de l'enfant avec sa famille d'origine au bénéfice de ses parents adoptifs. À cet effet, les noms devant apparaître au certificat de naissance de l'enfant adopté coutumièrement seront ceux de ses parents adoptifs, et le nom de famille de l'enfant reprendra celui de ces dits parents.

La notion de confidentialité envers les parents biologiques n'existe pas en droit coutumier d'adoption. Les enfants adoptés traditionnellement connaissent depuis un jeune âge (i.e. dès qu'ils sont aptes à comprendre) leurs parents biologiques et ont accès à ces derniers. Cependant, alors même que des liens évidents existent entre les enfants et leurs familles d'origine, les enfants adoptifs deviennent totalement de par l'application des coutumes les enfants en droits et obligations de leurs parents adoptifs. Ces effets sont permanents. Des adoptions subséquentes peuvent survenir de manière exceptionnelle, suite à une négligence ou le décès des parents adoptifs, rejoignant en cela des causes propres à l'adoption: le prendre soin et la condition d'orphelin. Ces dernières peuvent survenir lorsque le(s) parent(s) d'origine survit au(x) parent(s) adoptif(s) alors qu'il y aura reprise des droits parentaux envers l'enfant. Les adoptions subséquentes surviennent généralement au sein de la famille immédiate ou étendue. Il est intéressant de noter que les deux ordres de parents, les premiers et les deuxièmes parents adoptifs, seront considérés à la filiation coutumière de l'enfant, alors même que seul le deuxième ordre de parents deviendra responsable des droits et obligations parentales envers

l'enfant. Ceci semble confirmer le caractère permanent de toute adoption qui procède selon le régime d'adoption coutumière inuit. La connaissance fine du caractère distinct, des effets, du spectre d'application de la tradition a dument été transmise de génération en génération, compte tenu que les caractéristiques de l'adoption coutumière ont sans équivoque été identifiés lors de tous nos exercices de consultation.

TABEAU 3: CARACTÉRISTIQUES DE L'ADOPTION COUTUMIÈRE INUITE - RÉSUMÉ

•	CHANGEMENT LIEN DE FILIATION AU BÉNÉFICE PARENT(S) ADOPTIF(S)
•	ÉCHANGE DE CONSENTEMENT ENTRE DEUX ORDRES PARENTS
•	PROCESSUS SIMPLE DE TRADITION ORALE
•	FLEXIBLE ET OUVERT
•	PARENTS BIOLOGIQUES CONNUS DE L'ENFANT
•	ENDOGENE, SANS INTERVENTION D'ACTEUR ÉTATIQUE (Cour, ou DPJ)
•	INTÉRÊT DE L'ENFANT CONJUGUÉ AVEC INTÉRÊTS GLOBAUX (famille, communauté, Nation)
•	EFFETS PERMANENTS

Basée sur des objectifs identifiés, l'adoption coutumière des Inuit du Nunavik repose sur des valeurs intrinsèques. Dans le passé, le processus d'adoption faisait intervenir les grands-parents, agissant comme gardiens de la tradition tout en sanctionnant le choix des adoptants sur la base des valeurs inhérentes à la tradition. À ce titre, comme les répondants nous l'ont indiqué, l'implication des grands-parents était prépondérante dans le processus, de manière quasi systématique dans le cas des grands-mères maternelles. Leur rôle était déterminant dans la conclusion des ententes de nature, nous le répétons, finale et contraignante. Les grands-parents détenaient l'ultime responsabilité envers leurs petits-enfants, afin que les meilleurs soins leur soient prodigués. Mais les changements qui touchent la fibre sociale et familiale des sociétés inuites, mais également toutes les autres sociétés, ont modifié l'implication historique des grands-parents dans le processus d'adoption coutumière du Nunavik.

Il demeure important de comprendre réellement l'importance des enfants dans la société inuite, leur rôle crucial dans leur individualité même, mais également au sens de leur cellule familiale et sociétaire. L'intérêt de l'enfant Inuk est dès lors indivisible de son sens collectif, considérant qu'il emporte entièreté et plénitude à sa famille, à sa communauté, ces dernières étant vues comme incomplètes, nous disent les aînés, tant et aussi longtemps qu'elles sont exemptes de la présence d'un enfant.

En pratique, et en cela en contradiction avec le concept d'adoption « légale » qui procède selon la LPJ et qui impose un processus d'évaluation, les services de protection à la jeunesse au Nunavik interviendront à une adoption coutumière uniquement dans les cas où la situation de l'enfant est considérée à risque au sens de la LPJ. Il est donc important de noter que la vaste majorité des adoptions coutumières n'impliquent ni risque ni difficulté envers l'enfant, le concept d'adoption coutumière tirant son origine d'un « don » et non d'un « abandon » de l'enfant contrairement à ce qu'en pense la LPJ. L'adoption coutumière inuite, un régime où le meilleur intérêt de l'enfant est primordial et où les parents d'origine ne peuvent être considérés avoir abandonné leur enfant, doit voir ses effets sur la filiation des enfants traduits au Code civil du Québec.

Ceci considérant que les effets du régime d'adoption coutumière inuite sont dument connus et reconnus au sein des communautés et de la région. Mais, de nos jours, une reconnaissance externe à ces milieux est nécessaire, devant être reflétée au droit statuaire afin que les documents légaux, gouvernementaux, émanant et maintenus par le pouvoir public, soient en accord avec les effets de la coutume en terme d'identité civile, d'obligations légales, de responsabilités ou de bénéfices. Par exemple, la reconnaissance des effets de l'adoption coutumière permettrait de faciliter la liquidation de successions, alors que les héritiers de filiation biologique comme adoptive devraient être équitablement considérés, malgré un statut d'héritier « légal » dévolu qu'aux seuls enfants biologiques¹⁴.

Le réel défi est celui de la légitimation à l'ordre étatique québécois du Régime d'adoption coutumière des Inuit du Nunavik, qui se réclame de sa propre tradition et de ses propres caractéristiques juridiques, tout en revendiquant sa propre autonomie normative.

4. DE LA RECONNAISSANCE DES EFFETS DU RÉGIME D'ADOPTION COUTUMIÈRE DES INUIT DU NUNAVIK

Depuis le début des années 1980, Makivik et la RRSSN demande de manière constante à ce que les effets de leur adoption coutumière soient inclus au régime normatif statuaire de l'état. Le défi inhérent demeurerait de voir décrit ces dits effets sans pour autant les subordonner au régime statuaire, qui plus est considérant les effets variés et variables des adoptions coutumières autochtones. C'est le défi qu'a relevé en 2008 le « Groupe de travail sur l'adoption coutumière en milieu autochtone » (**Groupe de Travail**), par lequel des conclusions et recommandations furent formulées à leur rapport de 2012. Jouissant d'un degré significatif de collaboration de la part de ses membres, le Groupe de Travail identifiera avec succès des mesures permettant une reconnaissance des effets de l'adoption coutumière dans le cadre et

¹⁴ Présentement, et lorsqu'aucun formulaire de « déclaration d'adoption coutumière » ne fut complété et transmis au Directeur de l'État civil, les membres de la famille devront conclure une entente consensuelle spécifique à la liquidation de la succession, incluant une reconnaissance en tant qu'héritiers de tous les enfants adoptés selon la coutume.

aux fins des lois du Québec. Construisant à partir des adoptions coutumières ayant des effets sur la filiation, une mécanique de communication fut proposée afin qu'un pont soit construit entre les coutumes et la législation québécoise, et identifiant le Code civil du Québec comme sa matrice.

Ce Groupe de Travail fut créé dans la foulée du dépôt le 30 mars 2007 du rapport du *Groupe de travail sur le régime québécois d'adoption*¹⁵. Ledit rapport, à son chapitre III, soulignait les spécificités d'adoption coutumière des Inuit et des Premières Nations, nourrit par les représentations variées offertes au moment des consultations, notamment par Makivik et la RRSSN qui y avaient en février 2007 déposé un mémoire conjoint. Concurrément à la publication en avril 2007 d'un rapport de la *Commission des droits de la personne et de la jeunesse* portant sur les défis rencontrés par la jeunesse du Nunavik, le Gouvernement du Québec s'engageait à la Conférence Katimajit¹⁶ à créer un groupe de travail portant spécifiquement sur l'adoption coutumière autochtone avec une participation inuite reconnue. Suivant, les détails du mandat du groupe de travail furent développés en septembre 2008, dans le but d'analyser l'adoption coutumière au sein des collectivités autochtones du Québec et de proposer les conditions, effets et moyens pouvant être mis en place dans l'éventualité d'une reconnaissance des pratiques de l'adoption coutumière dans ces milieux.

Ainsi, l'axe premier du rapport du Groupe de Travail fut de proposer une place sans équivoque au sein du Code civil du Québec aux effets des régimes d'adoption coutumière autochtone. Tout en reconnaissant les impératifs constitutionnels de partage des compétences et les effets du dit partage sur les questions de droits autochtones et régimes coutumiers, le Groupe de Travail s'est évertué à proposer au Québec des mesures novatrices permettant un dialogue entre les deux ordres de droit afin que les effets de l'ordre coutumier soient reçus dans l'ordre statutaire. Alors que le Groupe de Travail considère les institutions coutumières d'adoption comme des richesses non seulement pour les sociétés autochtones mais également pour le Québec en entier, son rapport de 2012 réaffirme l'unique et incroyable résilience des cultures autochtones, identifiant les régimes d'adoption coutumière comme une preuve contemporaine de cette force.

Le résultat d'interactions dédiées et d'échanges respectueux, le rapport de 2012 du Groupe de Travail présente des conclusions et recommandations élaborées de manière consensuelle. Il saura agir en tant que pièce maîtresse dans l'établissement d'engagements collaboratifs réels dans la relation de Nation-à-Nation.

Le Gouvernement du Québec tentera à deux occasions de mettre en œuvre ledit rapport (PL 81/2012 et PL 47/2013) mais ces deux projets de loi mourront au feuillet. En rétrospective, nous constatons que cette troisième tentative, soit le Projet de Loi 113 d'octobre 2016 (PL 113) aura permis de pousser plus loin l'approche collaborative développé au Groupe de Travail. En

¹⁵ « Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant » – sous la présidence de Carmen Lavallée, 30 mars 2007

¹⁶ Kuujjuaq août 2007

effet, un degré significatif de collaboration aura trouvé place dans le processus de développement du PL 113, en respect d'une recommandation particulière du rapport de 2012 :

« 2.9 que toute orientation et toute proposition législative relative à l'adoption coutumière :
(...)
2.9.3 fassent l'objet de consultations et de collaborations préalables entre les autorités du Québec et les représentants des milieux autochtones concernés »

Nous sommes donc à même de constater que, dans l'élaboration du PL 113, cette recommandation fut entendue, dans un premier temps avec le Ministère de la Justice, puis avec le Ministère de la Santé et des Services sociaux, et ce malgré des délais contraignants applicables. Le PL 113 agit ainsi en tant qu'ancrage à une reconnaissance dans le cadre et aux fins des lois du Québec des effets des régimes d'adoption coutumière.

5. COMMENTAIRES PORTANT SUR LE PROJET DE LOI N^o 113 *“Loi modifiant le code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements”*

Makivik et la RRSSN appuient les objectifs et objet développés par le Ministère de la Justice au PL 113 en étroite collaboration avec une majorité des représentants des organismes autochtones membres du Groupe de Travail¹⁷. Le projet de loi représente néanmoins un compromis pour lequel des commentaires sont ici formulés:

- SUR LA NATURE ET LE RÔLE DES MODIFICATIONS AU CODE CIVIL DU QUÉBEC EN RESPECT DU RÉGIME D'ADOPTION COUTUMIÈRE DES INUIT DU NUNAVIK

Conclusions et recommandations –Rapport du Groupe de Travail (2012)

- 1.3 qu'il revient aux nations ou communautés autochtones, et non au législateur québécois, de déterminer les conditions et les effets de l'adoption coutumière au sein de leur milieu respectif;
- 1.10 que les nations ou les communautés autochtones peuvent adapter ou mettre en place à leur discrétion leurs régimes d'adoption coutumière selon leurs besoins, us et coutumes ainsi que pour répondre aux nouvelles réalités sociales;
- 2.4.1 qu'il revient aux nations ou aux communautés autochtones de déterminer si une adoption coutumière a eu lieu, et qu'elles puissent prévoir, pour leur milieu respectif, un mécanisme auquel participe une autorité autochtone compétente à cette fin;

¹⁷ Ministère de la Justice; Ministère de la Santé et des Services sociaux; Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador; Femmes autochtones du Québec; GNC et GCC (Eeyou Istchee); Conseil cri de la Santé et des Services sociaux de la Baie James; Makivik

Makivik et la RRSSN sont d'avis qu'il revient au milieu inuit du Nunavik de déterminer les conditions et effets de l'adoption coutumière, pour et par les Inuit du Nunavik. Ils appuient en cela l'établissement de l'interface proposé, soit l'autorité autochtone compétente décrite au PL 113, qui agira hors de la sphère de compétence coutumière. Mais même sans l'action de cette dernière, désignée pour le Nunavik par la Nation inuite, les adoptions coutumières continueront et avec validité à intervenir en droits et effets, l'intervention de la dite autorité n'étant pas une condition à l'existence de ces adoptions. Cependant, en tant qu'outil de liaison efficace et non-intrusif, l'autorité compétente saura permettre, sur demande, la retranscription aux registres de l'État civil des effets permanents sur la filiation des enfants adoptés selon la coutume inuite. L'émission en vertu de la loi par le Directeur de l'État civil de certificats de naissances fidèles aux effets de l'adoption coutumière inuite viendra résoudre de manière incontestable et durable les problèmes identifiés au courant des années par le Nunavik.

Alors que l'autorité compétente viendra confirmer au Directeur de l'État civil la survenance d'adoptions coutumières inuites, les conditions d'existence de ces mêmes adoptions relèveront de la compétence exclusive du milieu inuit.

Car, à l'image des initiatives entreprises ces années passées par le Nunavik via ses organisations comme ses comités d'aînés, il est clair que la région cherche à préserver et protéger son régime coutumier d'adoption. Le Nunavik requiert donc que cette coutume reste, dans son existence même comme dans ses conditions, propriété des Inuit du Nunavik, pour les Inuit du Nunavik. Un discours commun émane cependant de la région afin que plus de structure soit proposée à la lumière des défis socio-économiques auxquels le Nunavik fait face. Makivik et la RRSSN y répondent d'un commun accord, en demeurant engagés dans un dialogue quant au futur de la tradition. Les autorités régionales qui ont participé aux Sommets de Discussion sur l'adoption coutumière inuite (2009 et 2010) ont effectivement proposé que le régime d'adoption coutumière inuite soit analysé dans son contexte contemporain, mais toujours à la lumière du meilleur intérêt de l'enfant Inuk pris dans l'écrin de sa famille et de sa société. Le groupe aviseur, mis en place lors des actions du Groupe de Travail, devrait maintenant reprendre ses réflexions sous le leadership de Makivik. Cette tradition séculaire a historiquement tourné autour de facteurs, valeurs et caractéristiques connus. Elle implique maintenant de nouveaux paramètres et contextes, et des adaptations ou précisions pourraient être requises. Mais ces dernières devront être développées par et pour les Inuit du Nunavik, dans le respect de ce droit coutumier d'une nature hautement adaptative et évolutive.

- **QUANT À LA DÉSIGNATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE DES INUIT DU NUNAVIK :**

Conclusions et recommandations – Rapport du Groupe de Travail (2012)

- 2.4.2 que, le cas échéant, cette autorité compétente, pouvant être une personne ou une institution, soit désignée par la nation ou la communauté autochtone et que cette désignation soit notifiée au ministre de la Justice qui en prend acte et en informe les autorités québécoises concernées;

Le Régime d'adoption coutumière des Inuit du Nunavik est vibrant et d'application toujours aussi actuelle. Des formulaires G « Déclaration d'adoption coutumière inuite » sont complétés chaque semaine. Il est donc important que la mise en œuvre des nouvelles dispositions du Code civil du Québec touchant l'adoption coutumière autochtone soit synchronisée avec la désignation par la Nation inuite de son autorité compétente, mais également avec le développement du certificat d'adoption prévu, comme de ses autres obligations accessoires (communication et publicité, consultation et formation, etc.). Un vide d'application entre la procédure administrative présentement utilisée et les nouvelles dispositions du Code civil pourrait avoir des effets négatifs importants pour les enfants adoptés et leurs familles. L'étroite collaboration entre le Québec et Makivik devra être poursuivie afin d'éviter cette situation. Alternativement, l'article 92 du projet de loi touchant les mesures finales et transitoires devrait être amendé pour déclarer valides tous ces certificats de naissance modifiés à la suite d'adoptions coutumières inuites survenues « avant la désignation au sens de l'article 152.1 de l'autorité compétente inuite par la Nation inuite » mais après la mise en œuvre des nouvelles dispositions. Ainsi, les certificats de naissance modifiés pendant cette période transitoire en vertu de la procédure administrative exercée depuis la fin des années 1990 seraient jugés conformes.

Afin de permettre une réponse rapide aux nouvelles responsabilités dévolues au PL 113, nous vous informons que nous considérons dans un premier temps désigner le Bureau d'inscription du Nunavik et son registraire, mandatés aux fins de la Convention complémentaire N° 18 à la CBJNQ pour tenir à jour le registre des Bénéficiaires Inuit, en tant qu'autorité compétente. Cette désignation initiale serait suivie par des consultations entre Makivik et la RRSSN, supportés en cela par le comité aviseur, afin de pousser plus loin le concept d'autorité compétente inuite dans ses interactions avec l'institution coutumière d'adoption.

- QUANT AU RÔLE POSITIF DU RÉGIME D'ADOPTION COUTUMIÈRE DES INUIT DU NUNAVIK POUR LES DIRECTEURS DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

Conclusions et recommandations – Rapport du Groupe de Travail (2012)

- | | |
|------|---|
| 1.6 | que l'adoption coutumière ne fait pas l'objet, au Québec, d'une évaluation du Directeur de la protection de la jeunesse ni d'une décision d'un tribunal |
| 1.14 | que, dans le cas où la situation d'un enfant autochtone est prise en charge par le Directeur de la protection de la jeunesse conformément à la loi, l'adoption coutumière devrait constituer une option dans le cadre d'un projet de vie permanent; |

Nous recevons de manière positive les modifications proposées par le PL 113 à la LPJ, et appuyons l'objectif nommé de faire de l'adoption coutumière autochtone un outil positif offert aux Directeurs de la Protection de la jeunesse (DPJ) dans leurs interventions envers les enfants autochtones et leurs familles. Il est important de réitérer que les adoptions coutumières ne sont pas soumises d'office au régime d'exception qu'est la LPJ (évaluation et interventions).

Cependant des voies de communication et protocoles devront être élaborés avec les DPJ du Nunavik afin de permettre les échanges d'information prévus à l'article 71.3.2 du projet de loi visant l'opinion du DPJ, dans le respect total de ces deux régimes distincts en terme d'objectifs comme de mandats. Et ceci, nous le répétons, n'étant applicable que dans les cas et seulement dans les cas où un enfant fait l'objet d'une intervention d'un DPJ.

- **QUANT À L'INTÉRÊT DE L'ENFANT INUK, ET DE L'ÉCHANGE DE CONSENTEMENT :**

Conclusions et recommandations – Rapport du Groupe de Travail (2012)

- 1.4 que l'adoption coutumière se fait dans l'intérêt de l'enfant et en respect des besoins de celui-ci, tout en tenant compte qu'en milieu autochtone, la notion d'intérêt englobe l'intérêt de la famille, de la communauté et de la nation et vise notamment la protection de l'identité, de la culture, des activités traditionnelles et de la langue;

Les enfants Inuit tiennent dans la société inuite du Nunavik un rôle d'importance primordiale souligné dans leur individualité certes, mais également en tant que partie d'une famille. L'intérêt d'un enfant Inuk est dès lors indivisible de son rôle au sein de sa famille et de sa communauté. L'enfant emporte entièreté et complémentarité à ces unités, qui demeurent incomplètes en son absence. La notion d'intérêt de l'enfant Inuk est donc impérativement conjuguée avec ses intérêts globaux intrinsèques (famille, communauté, Nation). À cet égard, il reflète un élément important du Projet de Loi 99 « *Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions* » où, au surplus de l'intérêt de l'enfant autochtone et du respect de ses droits, la préservation de son identité culturelle est jugée tout aussi importante.

Cela étant dit, considérant l'application de l'article général 543 en vertu de l'article 543.1 (PL 113) comme du troisième paragraphe 543.1 (PL 113), nous jugeons redondantes les références à l'« intérêt de l'enfant », à ses « droits » et au « consentement » des personnes concernées aux dits articles, une utilisation qui n'est pas justifiée dans les circonstances. Par exemple, au concept d'adoption statutaire du Code civil du Québec, la notion d'intérêt de l'enfant n'est référencée qu'à l'article général 543.1, qui devient ainsi d'application à l'entièreté du chapitre portant sur l'« Adoption », sans autre référence à ce concept aux autres dispositions. Nous sommes d'avis qu'une approche similaire devrait être développée pour l'article 541.1 (PL 113), sans utilisations redondantes de ces notions. Au surplus, une telle utilisation redondante vient amoindrir le constat voulant que l'adoption selon les coutumes autochtones se fasse impérativement dans le respect de l'intérêt de l'enfant autochtone, de ses droits autochtones, et suivant un réel échange de consentement au sens de la coutume et des traditions.

- **QUANT À LA NÉCESSITÉ DE SUPPORTER LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE LOI :**

Conclusions et recommandations – Rapport du Groupe de Travail (2012)

- 2.12 que les autorités provinciale et fédérale concernées prennent, en raison des changements proposés à la législation québécoise, des mesures corrélatives notamment quant au soutien, aux interactions, à la création, au financement et à la mise en œuvre des mécanismes autochtones qui seraient liés à la reconnaissance dans le cadre et aux fins des lois du Québec d'effets de l'adoption coutumière.

Makivik et la RRSSSN requièrent ici qu'un support adéquat soit offert à la Nation inuite afin de permettre la mise en œuvre du PL 113 en ce qui a trait à l'autorité compétente inuite, sa désignation, l'élaboration de ses règles de fonctionnement, le développement de ses formulaires et certificats d'adoption, la formation et la publicité, les consultations et stratégies de communication. Cela implique impérativement d'obtenir un support financier adéquat et de manière continue, bien qu'un tel support soit crucial aux premières heures de la mise en œuvre des nouvelles dispositions afin de garantir leur succès opérationnel.

- **QUANT AUX AUTRES FORMES DE RÉGIMES COUTUMIERS À L'ENFANCE ET AUX FAMILLES DES INUIT DU NUNAVIK :**

Conclusions et recommandations – Rapport du Groupe de Travail (2012)

- 1.9 que la consultation menée auprès des Premières Nations ne révèle pas l'existence de différence précise entre la garde coutumière et l'adoption coutumière, contrairement à la consultation menée auprès des Inuits, qui révèle une telle distinction;

Les régimes coutumiers à l'enfance et aux familles des Inuit du Nunavik sont beaucoup plus riches et complexes que sa simple expression touchant l'adoption. Ils comprennent d'autres formes du « prendre soin » coutumier, qui sont à l'heure actuelle cependant moins bien documentés ou revendiqués, compte tenu de l'urgence relative ayant touché la branche « d'adoption coutumière » dans la reconnaissance des effets permanents sur la filiation. Le PL 113 répond ainsi à ces besoins et préoccupations. Néanmoins, il est important pour la région du Nunavik que la collaboration avec le Gouvernement du Québec soit maintenant étendue à ces autres régimes coutumiers à l'enfance et aux familles, dans une approche similaire à ce qui fut dégagé pour l'adoption coutumière, et pour laquelle le PL représente une conclusion décisive.

- **QUANT AUX ADOPTIONS TRANS-TERRITORIALES IMPLIQUANT DES INUIT :**

Conclusions et recommandations – Rapport du Groupe de Travail (2012)

- 1.2 que l'adoption coutumière touchant des nations ou des communautés autochtones du Québec dépasse les frontières territoriales du Québec et du Canada et, de ce fait, entraîne des défis inter-juridictionnels complexes;

- | | |
|------|--|
| 2.10 | qu'une fois les modifications législatives apportées, le Québec sensibilise les autres provinces et territoires ainsi que le gouvernement du Canada au sujet de la portée et des effets de l'adoption coutumière dans les lois québécoises et, s'il y a lieu, que le Québec prenne les mesures nécessaires, en collaboration avec les nations ou les communautés autochtones concernées, pour que tous les effets de cette adoption puissent être reconnus à l'extérieur du Québec et, inversement, pour reconnaître les adoptions coutumières d'enfants domiciliés hors Québec au Canada; |
| 2.11 | que le gouvernement du Québec poursuive la réflexion avec le milieu autochtone afin de trouver des pistes de solution pour faciliter la reconnaissance d'effets de l'adoption coutumière d'enfants autochtones domiciliés hors du Québec et du Canada par des adoptants domiciliés au Québec, le tout conformément aux coutumes autochtones; |

Un élément important de l'adoption coutumière inuite concerne sa pratique et son existence sans frontière, alors qu'elle peut impliquer des Inuit du Nunavik, du Nunavut ou du Nunatsiavut (Nunaat Inuit). Il est dès lors essentiel qu'un dialogue s'instaure, au sein d'une table de travail spécifique ou autre, afin que la mise en œuvre des nouvelles dispositions du Code civil du Québec portant sur l'adoption trans-juridictionnelle soit analysée en lien avec les régimes externes applicables à de telles adoptions. Nous pouvons penser, à l'issue des travaux d'une telle table, qu'un guide pratique présentant les différentes règles et procédures de reconnaissance des effets des adoptions coutumières inuites soit élaboré afin que ces adoptions au sein du Nunaat Inuit soient dûment reconnus par ces différentes juridictions. Des discussions inter-juridictionnelles seront nécessaires entre le Gouvernement du Québec et son Directeur de l'État civil et le Nunavut ou le Nunatsiavut (Labrador) mais également avec d'autres provinces et territoires, alors que les Inuit du Nunavik résident à Ottawa, Winnipeg ou Vancouver. Cet élément devra certainement être traité en priorité alors que, présentement, la situation civile de certains enfants Inuit adoptés coutumièrement n'est pas reconnue par l'une ou l'autre des juridictions et procédures existantes, en déni de leurs droits fondamentaux en tant qu'Autochtones, en tant qu'Enfants et en tant que citoyens québécois. Solutionner ces défauts de juridictions inter-statutaires nous apparaît être un exercice essentiel.

6. CONCLUSIONS

Générales	Objet et objectifs du PL113 reconnus par Makivik et la RRSSSN
Article 152.1 (PL 113)	Concept d'autorité autochtone compétence appuyé par Makivik et la RRSSSN en tant que simple mécanique d'interface entre deux institutions distinctes (coutumière et statutaire)
Générales; et Articles 152.1 CcQ; et 132.01, 71.3.2 LPJ (PL 113)	Ressources suffisantes requises pour une mise en place efficace de l'interface inuite (désignation autorité compétente inuite, élaboration certificats adoption, développement protocole d'interactions/actions, communication et information aux communautés, consultations, etc.)
Générales; Article 543 CcQ; Article 543.1 (PL 113)	Utilisation redondante des concepts d'« intérêt de l'enfant » et « d'échange de consentement » à revoir au PL113
Articles 565.2, 574.1, 581 (PL 113)	Collaboration active requise permettant une mise en œuvre optimale des dispositions visant les adoptions dans l'Inuit Nunaa, comme dans tout autre province/territoire
Article 152.1 (PL 113); and Article 92 (Mesures transitoires PL 113)	Mise en œuvre concurrente des dispositions <u>et</u> de la désignation de l'autorité compétence inuite, ou modifications à l'article 92 du PL113 (mesures transitoires) évitant un vide entre la procédure administrative présentement place et les nouvelles dispositions du PL113
Générales	Collaboration active future à instaurer concernant les autres aspects des « régimes coutumiers à l'enfance et à la famille des Inuit du Nunavik »

ANNEXE A: FORM G - DECLARATION OF INUIT CUSTOMARY ADOPTION FORM
Bureau d'inscription du Nunavik – Société Makivik (2006 – ce jour)



LP^{MA}
Société Makivik
Makivik Corporation

Nunavik Enrolment Office
P.O. Box 179
Kuujuaq, Nunavik (Quebec) J0M 1C0
Tel: (819) 964-2925 Fax: (819) 964-0458
Website: www.makivik.org

Form G
Declaration of
Inuit Customary Adoption Form

Nunavik Enrolment Office established under the authority of the Makivik Board of Directors is responsible to maintain the Nunavik Inuit Beneficiaries Register

Section A IDENTIFICATION OF THE CHILD					
Family Name at Birth		Middle Name at Birth		Given Name at Birth	
				Female Male	
New Family Name at Adoption		New Middle Name at Adoption		New Given Name at Adoption	
Date of Birth (yy/mm/dd)	Place of Birth	Beneficiary No.	Civil Status Registration No.		
Present Address of Residence of the Child		City	Province/Territory	Postal Code	
Community of Residence	Community Affiliation	Social Insurance No.	Health Care Card No.		
Date of Adoption (yy/mm/dd)	Total Years of Residence "Outside Territory" (if applicable)			"N" Number Health Canada (if Applicable)	
Section B INFORMATION OF THE BIOLOGICAL PARENTS					
Maiden Name of Biological Mother		Middle Name of Biological Mother		Given Name(s) of Biological Mother	
Date of Birth (yy/mm/dd)	Place of Birth	Beneficiary No.	Home Phone No.		
		Work Phone No.			
Address of Residence		City	Province/Territory	Postal Code	Total Years of Residence "Outside Territory" (if applicable)
Community of Residence	Community Affiliation	Social Insurance No.	Health Care Card No.	"N" Number Health Canada (if Applicable)	
Marital Status	Single Separated	Married Divorced	Common Law Widow	Date of Event (yy/mm/dd)	

ANNEXE A: FORM G - DECLARATION OF INUIT CUSTOMARY ADOPTION FORM
Bureau d'inscription du Nunavik – Société Makivik (2006 – ce jour)



Declaration of Inuit Customary Adoption Form

Section B (cont'd)		INFORMATION OF THE BIOLOGICAL PARENTS				
Name of Biological Father		Middle Name of Biological Father		Given Name(s) of Biological Father		
Date of Birth (yy/mm/dd)	Place of Birth	Beneficiary No.		Home Phone No.		
				Work Phone No.		
Address of Residence		City	Province/Territory	Postal Code	Total Years of Residence "Outside Territory" (if applicable)	
Community of Residence	Community Affiliation	Social Insurance No.		Health Care Card No.	"N" Number Health Canada (if Applicable)	
Marital Status	Single Separated	Married Divorced	Common Law Widow	Date of Event (yy/mm/dd)		
Section C		INFORMATION OF THE ADOPTIVE PARENTS				
Maiden Name of Adoptive Mother		Middle Name of Adoptive Mother		Given Name(s) of Adoptive Mother		
Date of Birth (yy/mm/dd)	Place of Birth	Beneficiary No.		Home Phone No.		
				Work Phone No.		
Address of Residence		City	Province/Territory	Postal Code	Total Years of Residence "Outside Territory" (if applicable)	
Community of Residence	Community Affiliation	Social Insurance No.		Health Care Card No.	"N" Number Health Canada (if Applicable)	
Marital Status	Single Separated	Married Divorced	Common Law Widow	Date of Event (yy/mm/dd)		
Name of Adoptive Father		Middle Name of Adoptive Father		Given Name(s) of Adoptive Father		
Date of Birth (yy/mm/dd)	Place of Birth	Beneficiary No.		Home Phone No.		
				Work Phone No.		
Address of Residence		City	Province/Territory	Postal Code	Total Years of Residence "Outside Territory" (if applicable)	
Community of Residence	Community Affiliation	Social Insurance No.		Health Care Card No.	"N" Number Health Canada (if Applicable)	
Marital Status	Single Separated	Married Divorced	Common Law Widow	Date of Event (yy/mm/dd)		

ANNEXE A: FORM G - DECLARATION OF INUIT CUSTOMARY ADOPTION FORM
Bureau d'inscription du Nunavik – Société Makivik (2006 – ce jour)



Declaration of Inuit Customary Adoption Form

Section D DECLARATION & SIGNATURES OF BIOLOGICAL & ADOPTIVE PARENTS (All blank fields must be completed)		
1.	THAT the Child is born in _____ on the _____ day of the month of _____, of the year _____	
2.	THAT the Biological Parents gave the Child for adoption to the Adoptive Parents on the _____ day of the month of _____, of the year _____	
3.	THAT the adoption was made in accordance with Inuit customary adoption procedures and the Child is recognized and known within the community of _____ as the child of the Adoptive Parents, under the name _____	
4.	THAT the Child is duly registered as a beneficiary pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement, under number _____	
5.	THAT the Declaration of Life Birth given at the birth of the Child by the Health Center to the biological mother has been sent to the Office of Civil Status Registry and that the Child has been registered at birth at the Civil Status Registrar under the number _____	
I, the Biological Mother, hereby declare that the information contained in this Declaration is accurate and true to the best of my knowledge.		X
Place of Signature	(yy/mm/dd)	Signature of Biological Mother
I, the Biological Father, hereby declare that the information contained in this Declaration is accurate and true to the best of my knowledge.		X
Place of Signature	(yy/mm/dd)	Signature of Biological Father
I, the Adoptive Mother, hereby declare that the information contained in this Declaration is accurate and true to the best of my knowledge.		X
Place of Signature	(yy/mm/dd)	Signature of Adoptive Mother
I, the Adoptive Father, hereby declare that the information contained in this Declaration is accurate and true to the best of my knowledge.		X
Place of Signature	(yy/mm/dd)	Signature of Adoptive Father
Section E RESERVED TO THE NUNAVIK INUIT COMMUNITY REPRESENTATIVES ONLY		
I hereby declare that the information contained in this Declaration is accurate and true to the best of my knowledge.		X
Place of Signature	(yy/mm/dd)	Signature of Mayor or Secretary Treasurer Community Northern Village
I hereby declare that the information contained in this Declaration is accurate and true to the best of my knowledge.		X
Place of Signature	(yy/mm/dd)	Signature of President Community Landholding Corporation

KEEP ONE SIGNED COPY FOR:
1) Biological Mother/Father
(2) Adoptive Mother/Father
(3) Community Northern Village
(4) Community Landholding Corporation

AND SEND ONE SIGNED COPY TO: NUNAVIK ENROLMENT OFFICE
Makivik Corporation
P.O. Box 179
Kuujuaq, Qc J0M 1C0



CI – 016M
C.P. – P.L. 113
Adoption et
communication
de renseignements
TEXTE ANGLAIS

BRIEF

**SUBMITTED BY MAKIVIK CORPORATION
AND THE NUNAVIK REGIONAL BOARD OF HEALTH AND SOCIAL SERVICES**

**TO THE COMMITTEE ON INSTITUTIONS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC**

**ON BILL 113 “AN ACT TO AMEND THE CIVIL CODE AND OTHER LEGISLATIVE PROVISIONS
AS REGARDS ADOPTION AND THE DISCLOSURE OF INFORMATION”**

NOVEMBER 23, 2016

“The gift of a child is the most wonderful gift that one can receive. It is a great honor and the child must be treated with great care and love”

“When a child is adopted, there is a feeling of great love. Because it is a real honor to be given a child, you are in awe and love them greatly-there is a great deal of specialness in such a relationship that even supersedes that one has for a biological child.”

“This custom, making sure that all children are looked after, must be kept. It is very important to us and our values as Inuit.”

“I was raised by an elder to be very independent. I started working as soon as I could and have done so all my life. The lessons of hard work I learned from my grandmother who raised me until around the age of 10 years. I often heard that a child raised by an elder could cope with anything in life and keep going against all odds.”

NUNAVIK ELDERS – 2010 CONSULTATIONS

TABLE OF CONTENT

- 1. INTRODUCING NUNAVIK**
- 2. PRESENTATION OF MAKIVIK CORPORATION AND THE NUNAVIK REGIONAL BOARD OF HEALTH AND SOCIAL SERVICES**
- 3. PRESENTATION OF THE NUNAVIK INUIT CUSTOMARY ADOPTION REGIME**
- 4. RECOGNIZING EFFECTS TO THE NUNAVIK INUIT CUSTOMARY ADOPTION REGIME**
- 5. COMMENTS WITH RESPECT TO BILL 113 “An Act to amend the Civil code and Other Legislative Provisions as regards Adoption and the disclosure of information”**
- 6. CONCLUSIONS**

1. INTRODUCING NUNAVIK

The Nunavik Inuit homeland consists of both the mainland and offshore areas. The Nunavik mainland portion is a territory that occupies a large landmass (660,000 square kilometers) within the tundra and sub-boreal regions above the 55th parallel in the Province of Québec. It covers an area that is equivalent to one-third of the area of Québec. The 1975 James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA) governs it. The offshore area consists of the offshore region around Québec, northern Labrador and offshore northern Labrador. It is further defined in the 2006 Nunavik Inuit Land Claims Agreement (NILCA) as the Nunavik Marine Region, and includes all marine areas and waters, islands and lands there within. The Nunavik boundary includes areas of equal use and occupancy with the Inuit of Nunavut and of Nunatsiavut (Labrador), and areas of equal use and occupancy and joint ownership with the Cree of Eeyou Itsee. When it comes to its homeland, the Nunavik Inuit legal regime is an organic, all-inclusive concept, which contains inter-connected elements relating to identity, language, usages, history, culture, traditions, environment, needs, families, and reciprocity, combined with treaty rights and interests, all observed through perennial, sustainable and equitable lenses.

There are fourteen (14) Inuit communities along the Ungava Bay, Hudson Strait and Hudson Bay and one Inuit community on the James Bay. These communities are located at a distance of between 1,500 and 2,500 kilometers north of Montréal. Only three of said communities have population of over one thousand. Nunavik's Inuit population is approximately 12,090 in total. Roughly 90% of Nunavik's total population is Inuit. There are no roads between the Nunavik communities, nor are there roads linking Nunavik to the south. Air service provides the only year round cargo and passenger transportation. The cost of living in Nunavik has in 2001 been established at 69% higher than elsewhere in the province of Québec¹. The Inuit of Nunavik are not subjected to the *Indian Act*² and pay all federal and provincial sales and income tax at the same rate as other Canadians.

The population of Nunavik is very young: 62.3% of Nunavimut are under the age of 30 and 34.3% are less than 15 years of age. The latter age group represents 4,165 children, which are part of families composed in majority of 3 or more children. The language of the Inuit is Inuktitut, and it is spoken and used by nearly all Inuit. It is the principal language of instruction in the schools from kindergarten to grade 3 and is used exclusively in the childcare centers³.

¹ Harvesting and community well being among Inuit in the Canadian Arctic: Preliminary findings from the 2001 Aboriginal Peoples Survey- Survey of the Living Conditions in the Arctic - STATISTIQUE CANADA, March 2006 ; <http://www.statcan.gc.ca/bsolc/olc-cel/olc-cel?catno=89-619-XWF&lang=fra>.

² C.R.S. 1985, c. I-5.

³ See 2011 Statistics published by Nunivaat – Nunavik Statistics Program - Nunavik in Figures 2015, Pocket and Full-Length Editions, © Gérard Duhaime, Sébastien Lévesque and Andrée Caron, Canada Research Chair in Comparative Aboriginal Condition, Laval University, (www.nunivaat.org)

An important tradition that still prevails in the Nunavik communities regards customary adoption. As of 1992, 23% of the population over 15 years of age has declared having been adopted in an equal male-female proportion. 57% of the individuals over 15 years of age who were then surveyed had adopted or given up for adoption at least one child⁴. In a 2003 survey⁵, 33.5% of the respondents declared having been customarily adopted, evidencing the rather constant prevalence of said custom.

2. PRESENTATION OF MAKIVIK CORPORATION AND THE NUNAVIK REGIONAL BOARD OF HEALTH AND SOCIAL SERVICES

Makivik Corporation (Makivik) was created in 1978 by the *Act to Establish the Makivik Corporation*⁶. Makivik is the recognized Inuit Party to the JBNQA and to the NILCA. A not for profit corporation, its central mandate is the protection of the integrity of said treaties and their implementation. It thus acts upon the rights and interests of the Nunavik Inuit provided for in these treaties as in other agreements. Makivik promotes the preservation of Inuit culture and language as well as the health, welfare, relief of poverty and education of Inuit in Nunavik communities. It focuses on the political, social and economic development of the Nunavik region. Makivik is further mandated to manage the heritage funds of the Inuit of Nunavik provided for in the JBNQA, and to administer and invest these funds while promoting the economic growth of the Nunavik region by providing assistance for the creation of Inuit operated businesses. The members of the Makivik Board of Directors include sixteen (16) community representatives and five (5) executive directors universally elected by the beneficiaries of the JBNQA. The members of the corporation comprise all Nunavik Inuit beneficiaries of the JBNQA.

The Nunavik Regional Board of Health and Social Services (NRBHSS) is part of the Québec network of organizations and institutions working toward the population's health and wellbeing. Its principal partners are the Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS), the region's two health centers (Inuulitsivik and Tulattavik), Health Canada, the Centre intégré de santé et services sociaux (CISSS), the Centre intégré universitaire de santé et services sociaux (CIUSSS RUIS), the community organizations, the Kativik Regional Government (KRG), the Kativik School Board and Makivik. The NRBHSS is a public agency created in 1995 as per the JBNQA and *An Act respecting health services and social services*⁷. It is responsible for nearly the entire Québec territory located north of the 55th parallel in terms of providing health and social services to the inhabitants of the 14 Nunavik communities. The NRBHSS is administered by a board of directors

⁴ QUÉBEC, *A Health Profile of the Inuit. Report of the Santé Québec Health Survey Among the Inuit of Nunavik*, vol. 1, 1992.

⁵ SANTÉ QUÉBEC, *Health Survey Among the Inuit of Nunavik*, Graphique 2.6, 2003.

⁶ CQLR, c. S-18.1

⁷ CQLR, c. S-4.2

consisting of representatives of each of the fourteen (14) communities in the territory, as well as representatives of the two health centres, the users and the regional government.

3. THE NUNAVIK INUIT CUSTOMARY ADOPTION REGIME

The Nunavik Inuit Customary Adoption Regime of is an Aboriginal right recognized and affirmed in section 35 of Canada's Constitution Act, 1982. The JBNQA, a constitutionally protected treaty, further recognizes the effects of said customary adoptions⁸. Its practice has always been prevalent in the Nunavik Inuit society, and continues to date. Originating from reasons varying from family necessity, social regulation or spiritual considerations, the gifting of children occurred throughout the ages while the Inuit culture considered its youth as of paramount importance. The core values of caring, loving, gifting, historically surrounding any adoption process, are still of high significance for the elders and for the Inuit population in general. Being an integral part of the distinctive culture of the Inuit of Nunavik, customary adoptions are widely occurring across the region, as it is considered that about one out of every three to four newborns in Nunavik is adopted⁹, a ratio relatively stable since the collection of data on traditional adoptions, notwithstanding the tremendous increase in the Nunavik population rate:

**FIGURE 1: "ESTIMATED NUMBERS OF INUIT CHILDREN TRADITIONALLY ADOPTED OVER THE YEARS"¹⁰
(2010 DISCUSSION PAPER)¹¹**

Y79	80	81	82	83	84	85	86	87	88
#28	34	34	63	51	39	45	51	64	56
89	90	91	92	93	94	95	96	97	98
#61	49	67	52	63	56	40	47	52	60
99	00	01	02	03	04	05	06		
#40	28	13	83	82	76	61	74		

Recognition for purposes outside of Inuit communities was enabled, until 1994, through practical means. Baptism certificates were considered legal documents until then and religious authorities would locally confirm customary adoption by printing the name of the adopters at their church registers.

⁸ See «Definitions» in Section 3 (Eligibility Regime) and Section 24 (Hunting, Fishing and Trapping Regime)

⁹ According to the Santé Québec Health Survey Among the Inuit of Nunavik (1992)

¹⁰ Estimates compiled under reserve by Makivik Corporation from various sources: MSSS, Registre des beneficiaries de la CBJNQ, Sept. 2001 (rk, Jan02); Pageau, M., Ferland, M., Déry, S. (2003) Nos enfants, l'état de santé des enfants 0-5 ans du Nunavik, Kuujuaq, Direction de la Santé publique, RRSSN, 366 p.; Directeur de l'État civil du Québec, volumes 2001-2006;

¹¹ See Page 5 of the "Discussion Paper Prepared by the Inuit Representatives to the Working Group on Traditional Adoption Practices in Québec – October 2010 (revised)", Makivik/NRBHSS

In the early 1990s, in preparation for the changes to the Civil Code that took place in 1994, the NRBHSS and Makivik initiated a consultation process that led to the development of a one-page form confirming the occurrence of customary adoptions.

FIGURE 2: “DECLARATION OF INUIT CUSTOMARY ADOPTION” FORM (1995-2006)

DECLARATION OF INUIT CUSTOMARY ADOPTION			
Name of child at birth: _____ (herein referred to as "the Child")			
*Date of Birth: _____			
*Name of child after the adoption: _____			
*Date of Adoption: _____		Beneficiary No.: _____	
Place of Birth: _____			
Biological Parents:			
Mother: _____ (Surname) (Maiden Name) (Given Name)			
Beneficiary No. _____	Disk No. _____	Date of birth: _____	Place of birth: _____
Address: _____ (P.O. Box) City Postal Code Telephone No. _____			
Father: _____ (Surname) (Maiden Name) (Given Name)			
Beneficiary No. _____	Disk No. _____	Date of birth: _____	Place of birth: _____
Adoptive Parents:			
Mother: _____ (Surname) (Maiden Name) (Given Name)			
Beneficiary No. _____	Disk No. _____	Date of birth: _____	Place of birth: _____
Address: _____ (P.O. Box) City Postal Code Telephone No. _____			
Father: _____ (Surname) (Maiden Name) (Given Name)			
Beneficiary No. _____	Date of birth: _____ Place of birth: _____		
1. THAT the Child is born in the community of _____, on the ____th day of _____ 2. THAT The Biological Parents gave the Child up for adoption to the Adoptive Parents on _____; 3. THAT the adoption was made in accordance with Inuit customary adoption procedures and the Child is recognized and known within the community of _____ as the child of the adoptive parents, under the name _____ 4. THAT the Child is duly registered as beneficiaries pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement, under number _____; 5. THAT the Child has been registered at birth at the Civil Status Registrar and that the Declaration of Life Birth given at the birth of the Child by the Health Center to the biological mother has been sent to the office of Civil Status Registry; 6. THAT all the facts alleged in the present Declaration are true.			
AND WE HAVE SIGNED IN SIX (6) COPIES:			
ONE SIGNED COPY FOR: Biological Parents / Adoptive Parents / NV's office / LHC's office / Direction de l'Etat Civil/ Nunavik Enrolment Office			
_____	_____	_____	_____
(place of signature)	(date)	(signature Biological Mother)	(Signature Biological Father)
_____	_____	_____	_____
(place of signature)	(date)	(signature Adoptive Mother)	(Signature Adoptive Father)
_____	_____	or	
(place of signature)	(date)	(Mayor)	(Secretary-Treasurer of CNV)
_____	_____	(President Landholding Corporation)	
ONE SIGNED, ONE ORIGINAL to be sent to the Civil Status Registrar, at the following address: Mr. Sydney Casgrain Direction de l'Etat Civil 2050 de Bleury, 6e étage Montréal, Québec H3A 2J5		ONE PHOTOCOPY to be sent to Registre des bénéficiaires Cris, Inuit et Naskapis, at the following address: Nunavik Enrolment Office Makivik Corporation P.O. Box 179 Kuujuaq, QC J0M 1C0	

SEE APPENDIX A:

**FORM G - DECLARATION OF INUIT CUSTOMARY ADOPTION FORM
NUNAVIK ENROLMENT OFFICE (2006-this day)**

In 1995, the NRBHSS adopted a resolution accepting the establishment of such a procedure. In 1996, the KRG adopted a similar resolution, adding that each community may at their discretion establish a local advisory committee on adoption to be consulted before confirming any customary adoption. As of today, no such committee has ever been established, but the developed procedure, in the form of the one-page declaration of adoption, is still in place, as part of an administrative arrangement with the Québec Registrar of Civil Status.

Under this arrangement, the Registrar issues birth certificates replacing the original lineage of a child in favor of the adoptive parents upon receipt of the duly completed form. The form requires basic information about the child and the biological and adoptive parents, along with an attestation by the mayor or secretary-treasurer and landholding president that the adoption was made in accordance with Inuit customs, and that the child is recognized and known within the community as the child of said adoptive parents.

However, a formal recognition of effects of Inuit customary adoption was still deemed necessary, since decisions of the *Cour du Québec, chambre de la jeunesse*¹² rendered in the context of application of the Youth Protection Act (YPA), questioned the legality of the simple administrative arrangement installed between the Inuit of Nunavik and the Québec Civil Status. They called for integrating at the provincial corpus of laws this administrative agreement:

- [16] *Without calling into question the basis for the agreements accommodating Aboriginal rights, including in particular customary adoption, we must comply with current legislation, which clearly has not been amended to take this practice into consideration.*
- [23] *(...) if the child's filiation cannot be disputed in the present context, in our view the amendment to the child's act of birth that establishes a new filiation without judicial recognition may be contested because it fails to comply with the current state of the law.*¹³

It matters to note that the jurisprudence developed in Québec on the subject of Inuit customary adoption always involved the application of the YPA, but it has never been strictly on the application of this right per se, or the JBNQA provisions, nor the constitutional recognition.

Yet, we cannot presume to define Inuit Customary Adoption, nor describe every rule associated with its practice in Nunavik. Some aspects of the tradition are nevertheless known and documented. First, the circumstances leading to an adoption vary. In recent years, it is often the young age of the mother that leads to the decision. In most of the cases, biological parents and/or their families are choosing the adoptive parents before the child is even born. The

¹² See M.Q., (2005) R.J.Q. 2441 (C.Q. St-Hyacinthe 13-01-2005); G. (J.-G.), Re (2000) 4 C.N.L.R. 104 (C.Q.); D.-F.P. (Re) (2001) 2 C.N.L.R. 51 (C.Q.); M.R.B. (In the matter of) (2002) 2 C.N.L.R. 169 (C.Q.); M.K.Kh. (In the matter of) (2003) 4 C.N.L.R. 11 (C.Q.), infirmé (2004) 2 C.N.L.R. 68 (C.A.Q.); L.B., Re, 2005 IIJCan 51170 (QC C.Q.)

¹³ See Judge Viviane Primeau, In M.Q., (2005) R.J.Q. 2441 (C.Q. Saint-Hyacinthe 13-01-2005), Paragraphs 16 and 23 (In-house English translation)

adoption physically takes place immediately upon the birth of the child. It often, but by no means always, takes place within the immediate or extended family. Such was the case in the old days, a fact that permitted close study of the parental skills of the adoptive family in a smaller community context. Nowadays, adoptions under the tradition are considered possible between Inuit, notwithstanding their JBNQA beneficiary status or their place of residence, but not with members of other Aboriginal Nations. Mixed couples are interestingly considered legitimate adoptive parents under the tradition.

Arrangements are always made verbally. The decision over customary adoption is as binding as any formal/written contract or agreement. Its effects are immediate, permanent, modifying the lineage of one child from the biological family to the adoptive parents. They, in turn, assume all duties and responsibilities imposed to legal parents in terms of providing care, nurturing, food, shelter, education, clothing, etc. The adoption permanently changes the ties the child has with his family of origin, for the benefit of the adoptive parents. As such, the names to appear at the adopted child's birth certificate shall be the adoptive parents', and the last name of the child is to become the adoptive parents' last name.

The notion of confidentiality concerning the biological parents does not exist in Nunavik. From a very young age (as soon as they are able to understand), traditionally adopted children know their biological parents and the latter have access to them. While obvious ties between the adopted children and their birth families exist, adoptive children fully become by virtue of the customs the children in all rights and obligations of their adoptive parents.

These effects are permanent. Subsequent adoptions may take place, exceptionally, following negligence, or the death of the adoptive parents (back to purposes for adoption: proper care, or orphan condition). It may occur whenever the biological parent(s) outlive the adoptive parent(s) and regain the parental rights over the adopted child. Subsequent adoptions are most likely to occur within the immediate or extended family members. Interestingly, the two sets of parents, the first adoptive parents and the second adoptive parents, shall be considered as part of the child's customary lineage, although the sole second adoptive parents are to become responsible for the parental rights and duties toward the child. That confirms the permanency status offered by any adoption process under the Inuit customary adoption regime.

The understandings over the distinctiveness, the effects, the scope of application of the tradition has duly been passed on between generations, considering that the characteristics of customary adoption were unequivocally and consistently reiterated throughout all consultation efforts.

FIGURE 3: CHARACTERISTICS OF NUNAVIK INUIT CUSTOMARY ADOPTION – SUMMARY

- *Filiation modified in favor of the Adoptive Parents*
- *Exchange of Verbal Consent in between two sets of Parents*
- *Simple process of Oral Tradition*
- *Flexible and Open*
- *Biological Parents known to the Adopted Child*
- *Endogenous, without intervention of State actor (court or Director of Youth Protection)*
- *Interest of Inuk adopted child conjugated with global interests (family, community, Nation)*
- *Permanent Effects*

Founded on set purposes, Nunavik Inuit customary adoption rests on its core values, for which the grandparents were historically acting as guardians and assessors. Indeed, the interviews with the Nunavik elders reported the implications of the grandparents in the adoption process, systematic in the case of the biological mother's parents. They were instrumental in the conclusion of agreements, which were, again, binding and final, as well as critics over the choice of adoptive parents. The grandparents held the ultimate responsibility over their grandchildren, ensuring that best care was always provided. Present changes to the social and family network, prevalent not only in Inuit society, affected the historical implications of grandparents in the Inuit customary adoption process.

It still matters to understand the significance children hold in the Nunavik Inuit society, their paramount importance represented in their individuality but also as part of the family unit. The best interest of an Inuk child is indivisible from his role within his family, his community, bringing wholeness and fullness to such unit, which shall not be considered complete, said the elders, until it be filled by the presence of a child.

In practice and as opposed to 'legal' adoption, which takes place under the YPA and where the adoptive family is subjected to an evaluation, Nunavik Youth Protection services will currently intervene in a customary adoption only if the situation is such that the child is at risk within the meaning of the YPA. It must be noted, and it is an important note, that the majority of Inuit customary adoptions proceed with no difficulty or risk to the child, the concept of traditional adoption originating from a donation (*don*), and not from an abandonment (*abandon*) or negligence as per said Act. Inuit Customary Adoption, a system where the best interest of the child is primordial and where parents cannot rationally be considered as abandoning their children, thus needed to see its effects on adopted children's filiation duly translated at the Civil code of Québec.

This because effects of the Nunavik Inuit Customary Adoption Regime are well recognized and known at the community and regional level. But, nowadays, such recognition needed also to be reflected in statutory laws, at all those legal and governmental documents, originating and maintained at public departments from which arose civil identities, legal obligations, responsibilities or benefits. For example, the recognition of the effects of customary adoption will facilitate the liquidation of estates, while heirs may be composed of both biological and adopted children for which a “legal” status is only recognized to the biological children.¹⁴

The real challenge was to see legitimized in the Québec state order the Nunavik Inuit Customary Adoption Regime, which refers to its own legal framework and characteristics, and claims for its normative autonomy.

4. RECOGNIZING EFFECTS TO THE NUNAVIK INUIT CUSTOMARY ADOPTION REGIME

Since the early 1980s, Makivik and the NRBHSS consistently called for an inclusion of the effects of their customary adoption regime to the State normative frame. The inherent challenge was to find a way to best manage the description of said effects without subordinating them to any statutory regime, moreover when the effects could vary according to Aboriginal customs. That is the task that the “Working Group on Customary adoption in Aboriginal communities” (**Working Group**) initiated from 2008, and from which conclusions and recommendations were formulated at its April 2012 Report. Benefiting from a high level of collaboration by the various interested members, the Working Group successfully identified measures by which effects of customary adoptions could be recognized within and for the purposes of the Québec legislation. Building on customary adoptions with effects on filiation, a communication mechanism was proposed so a bridge be built between the customs and the Québec legislation, identifying as its matrix the *Civil code of Québec*.

This Working Group was created following the submission of the March 30, 2007 report of the *Working Group on the Adoption Regime in Québec*¹⁵. Such report, as its Chapter III, was contemplating the specificities of the Inuit and First Nations’ customs and traditions over the concept of adoption, fueled by various representations made at the time of consultations, notably with the presentation of a joint Makivik-NRBHSS brief in February 2007. Concurrent to the issuance in April 2007 of the report of the *Commission des droits de la personne et de la jeunesse* on the challenges faced by the Nunavik youth, the Government of Québec made undertakings at the Katimajit Conference (Kuujuuaq, August 2007) towards Inuit participation to

¹⁴ Presently, and when a Declaration of Customary Adoption form has not been filled and transmitted to the Québec Registrar of Civil Status, the family members have to conclude consensual agreements specifics to the liquidation of the estate, inclusive of the status as heirs of their adopted siblings.

¹⁵ Report “*Tailoring adoptions in Québec to the needs of each child*” under chairmanship of Mrs. Carmen Lavallée

a working group created specifically to assess traditional adoption practices. Indeed, the specifics of the Working Group mandate were developed in September 2008 to analyze customary adoption within the aboriginal communities of Québec, to define the scope and content of the tradition, and to propose conditions, effects and means that can be put in place for the recognition of those practices within the statutes of Québec.

The main axis of the Working Group Report is to propose an unequivocal place in the Civil code of Québec to the Aboriginal customary adoption regimes. While acknowledging the constitutional imperatives and effects of the division of constitutional powers when it comes to Aboriginal rights and regimes, the Working Group focused on proposing to Québec innovative measures so a dialogue occur between customary and Québec statutory laws when it comes to recognizing effects of the said first order. As the Working Group considered customary adoption institutions valuable assets, not only for these communities and Nations, but also certainly for Québec as a whole, its 2012 Report reiterated the uniqueness and incredible resilience of Aboriginal cultures, putting the customary regimes on adoption as their contemporary expressions.

The result of dedicated interactions and respectful exchanges, the 2012 Report of the Working Group presents conclusions and recommendations elaborated on a consensual manner. It could serve as a milestone in the establishment of an efficient collaboration in a Nation-to-Nation perspective.

Québec attempted twice to enact the main components of said report. Both attempts (Bill 81/2012 and Bill 47/2013), died on the order of paper. In retrospect, we may say that this third attempt (Bill 113/2016) represents a step further in the collaborative approach as initially developed at the Working Group level. Indeed, a significant level of collaboration intervened in developing Bill 113, aligned with one specific recommendation of the 2012 Report:

- “2.9 any orientation or proposed legislative amendments regarding customary adoption:
(...) 2.9.3 be subject to prior consultation and collaboration between the Québec authorities and the representatives of the relevant Aboriginal nations and communities”

We are thus pleased to report that, in the context of the development of Bill 113, this recommendation has been enacted, first with the Minister of Justice, and later the Minister of Health and Social Services, and such despite a rather binding timetable.

Bill 113 therefore acts as a solid standpoint in regards to recognizing within and for the purposes of Québec legislation the effects of the various customary regimes on adoption.

5. COMMENTS WITH RESPECT TO BILL 113 “An Act to amend the Civil code and Other Legislative Provisions as regards Adoption and the disclosure of information”

Makivik and the NRBHSS supports the objective and purpose of Bill 113, which was developed by the Québec Minister of Justice with a significant level of collaboration of the representatives of a majority of the Working Group’s Aboriginal members¹⁶. It nevertheless represents a compromise for which further comments are hereby formulated:

- ON THE NATURE AND ROLE OF THE MODIFICATIONS TO THE CIVIL CODE OF QUÉBEC RESPECTING THE NUNAVIK INUIT CUSTOMARY ADOPTION REGIME

Conclusions and Recommendations - 2012 Working Group Report:

- 1.3 it is up to Aboriginal Nations or communities, and not the Québec legislature, to determine the conditions and the effects of customary adoption for their respective milieu;
- 1.10 Aboriginal Nations or communities may, at their discretion, adapt or develop their customary adoption regimes in accordance with their needs, traditions and customs and also to respond to new social realities;
- 2.4.1 that it is up to Aboriginal Nations or communities to determine whether a customary adoption has taken place and they may provide a mechanism for the involvement of an Aboriginal authority, for their respective *milieu*, which is competent for these purposes;

Makivik and the NRBHSS are of the opinion that it is to the Nunavik Inuit milieu to determine the conditions and effects of customary adoption for and by Nunavik Inuit. They thus support Bill 113 in the establishment of an interface, the competent authority to be designated in their case by the Nunavik Inuit Nation, in no-way intrusive to the customary sphere. Nunavik Inuit customary adoption is to continue to take place, in rights and effects, notwithstanding the calling of action of the competent authority, which does not constitute a condition of said right’s prevalence. But the latter authority, as an efficient and non-intrusive liaison body, would enable, on request, a translation at the Civil status registers of the permanent effects of the Nunavik Inuit customary adoption with regards to filiation of the adopted children and parents. Issuance by the Civil Status Registrar by virtue of the law of a birth certificate *at par* with the effects of Inuit customary adoptions will provide incontestable and lasting solutions to the problems identified over the years by the region.

¹⁶ Ministère de la Justice; Ministère de la Santé et des Services sociaux; First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission; Québec Native Women Association; CNG and GCC (Eeyou Istchee); Cree Board of Health and Social Services of James Bay; Makivik.

While the competent authority is to confirm to the Civil Status Registrar occurrences of Inuit Customary Adoptions, conditions of existence of said adoptions are to be exclusive to the Inuit milieu.

Throughout these past years' initiatives, it is clear that the Nunavik region, both via its leading organizations or its elders committees, want to see preserved and protected its customary regime on adoption. It further advocate for having the tradition, in existence and conditions, duly owned by the Inuit of Nunavik, for the Inuit of Nunavik. Although there is a common call for more structure in light of the current socioeconomic challenges faced by the Nunavik Inuit, Makivik and the NRBHSS remain committed to pursue their dialogue on the future of the tradition. The regional leaders who participated to the 2009 and 2010 Forums of Discussion on Inuit Adoption endeavor to review the customary adoption regime in the context of its contemporary challenges, still in the best interest of Inuit children, their families, and the Inuit society. The advisory committee, put in place at time of the Working Group's actions, is now to resume its reflections under Makivik's leadership. This secular tradition historically revolved around known factors, values and characteristics. It now involves new schemes and contexts, and adaptations and precisions may be required. But these are to be developed by and for the Nunavik Inuit, in the respect of the ever-flexible and evolutive nature of their customary adoption regime.

- **ON THE DESIGNATION OF THE NUNAVIK INUIT COMPETENT AUTHORITY:**

See : Conclusions and Recommendations - 2012 Working Group Report:

2.4.2 that, in such a case, the competent authority, which may be an individual or an institution, be designated by the Aboriginal Nation or community and that notice of this designation be provided to the Minister of Justice who takes cognizance thereof and advises the relevant Québec authorities accordingly;

Nunavik Inuit customary adoptions are prevalent, and continue to date. Forms of "Declaration of Customary Adoption" are processed every week. It thus becomes important that the coming into force of the Civil code of Québec's new provisions with regards to Customary Adoption be aligned with the designation by the Nunavik Inuit Nation of its competent authority, and the development of the required customary adoption certificate and ancillary obligations (outreach and publicity, consultation and training, etc.). A void in between the current administrative procedure and the coming into force of the modifications to the Civil code of Québec may have significant adverse implications on adopted children and their families. Collaboration between Québec and Makivik should be extended so to prevent such situation to occur. Alternatively, Article 92 of Bill 113 regarding Transitional and Final Provisions should be modified to declare valid birth certificates drawn up following an Inuit customary adoption that took place "before the designation under 152.1 of the competent authority for the Inuit Nation". Accordingly, birth certificates could in the interim be modified according to the administrative procedure in place since the ending 1990s.

To expedite our initial response to the new responsibilities devolved in Bill 113, we inform you that we contemplate designating the Nunavik Enrolment Office and its Registrar, mandated under JBNQA Complementary Agreement No. 18 to maintain the Nunavik Inuit Beneficiary Lists, as our competent authority. This initial designation should be followed by thorough consultations between Makivik and the NRBHSS, supported by the Advisory Committee, in order to develop further the concept of the Inuit competent authority in its interaction with the customary institution.

- ON THE POSITIVE ROLE OF THE NUNAVIK INUIT CUSTOMARY ADOPTION REGIME FOR THE DIRECTORS OF YOUTH PROTECTION

Conclusions and Recommendations - 2012 Working Group Report:

- 1.6 customary adoption in Québec is not subject to either an assessment by the director of youth protection or to a Court decision;
- 1.14 in the case of the situation of an Aboriginal child being taken in charge by the director of youth protection in accordance with the law, customary adoption should be an option within the framework of the permanent life plan;

We positively receive the modifications proposed at Bill 113 to the YPA, and support the objective of adding Aboriginal Customary Adoptions as a positive measure offered to the Directors of Youth Protection (DYP) in their intervention with Aboriginal children and families. As it is important to reiterate that customary adoptions are not subject to the exception regime that is the YPA (assessment and interventions), proper channels and protocols will have to be developed with the Nunavik DYP in order to permit the exchange of information needed in light of Article 71.3.2 (opinion of the DYP) in the respect of these two distinct regimes and mandates. And this, again, to apply when and only when a child is under the orders of the DYP.

- ON THE INTEREST OF THE INUK CHILD, AND THE EXCHANGE OF CONSENT:

Conclusions and Recommendations - 2012 Working Group Report:

- 1.4 customary adoption takes place in the interest of the child and respecting the child's needs, while taking into account that in the Aboriginal context, the notion of interest includes the interest of the family, of the community and of the Nation, and particularly emphasizes the protection of identity, culture, traditional activities and language;

Inuit children hold in the Nunavik Inuit society a paramount importance represented in their individuality, but also as part of their families. The best interest of an Inuk child is indivisible from his role within his family, but also his community. He brings wholeness and fullness to such units, which shall not be considered complete until they be filled by the presence of a child. This notion is thus mandatorily conjugated with more global interests (family, community, Nation). In that sense, it mirrors an important element of Bill No. 99 "An Act to amend the

Youth Protection Act and other provisions” whereby, alongside the interest of the Aboriginal child and the respect of his rights, the respect of his “cultural identity” is to be considered of equal importance.

That being said, at Bill 113, considering the application of Article 543 by virtue of Article 543.1 (Bill 113), and the third paragraph of Article 543.1 (Bill 113), we feel that the references to the “interest” of the child, to its “rights” and to the “consent” of the person concerned are used in a redundant manner that may not be necessary under the circumstances. For example, for the statutory adoption concept, the notion of the interest of the child is referenced at Article 543.1, and then finds application throughout the entire Chapter on Adoption without much further reference to that concept in all other provisions. We suggest that a similar approach be developed with respect to Article 543.1, without redundant uses of notions which, in the end, may weaken the message that adoption, according to Aboriginal customs, always take place in the respect of the interest of the Aboriginal children, their Aboriginal rights, and the exchange of consent as per customs and traditions.

- **ON THE NECESSARY SUPPORT TOWARDS IMPLEMENTATION**

See : Conclusions and Recommendations - 2012 Working Group Report:

2.12 relevant provincial and federal authorities take correlative measures in relation to the changes to Québec legislation with respect to: the support of; interactions with; development of; financing of; and the implementation of, the Aboriginal mechanisms that will be associated with the recognition of effects of customary adoption within and for the purposes of Québec legislation.

Makivik and the NRBHSS hereby advocate so the necessary support be provided to the Inuit Nation to permit the implementation of Bill 113 as regards to the Inuit competent authority, its designation, elaboration of scope of actions, development of forms and adoption certificates, training and publicity, consultation and outreach, etc. It implies adequate levels of financial support on an on-going manner, although support from onset of the implementation is considered crucial to achieve success.

- **ON OTHER FORMS OF NUNAVIK INUIT CUSTOMARY REGIMES WITH REGARDS TO CHILDREN AND FAMILIES:**

See : Conclusions and Recommendations - 2012 Working Group Report:

1.9 consultations carried out among the First Nations did not reveal the existence of a clear-cut distinction between customary child care and customary adoption whereas the consultation carried out among the Inuit revealed such a distinction;

The Nunavik Inuit regimes as regards families and children are far more richer and complex than just its customary adoption expression. It comprises other customary forms of care, which were

less documented and supported than the customary adoption branch, considering the mandatory need for the recognition of its permanent effects on filiation. Bill 113 therefore responds to such needs and preoccupations. However, it will be important for the Nunavik region to pursue its collaborative work with the Government of Québec with respect to the other customary regimes with regards to Inuit children and families, in a similar fashion as the process developed respecting customary adoption, to which this Bill now acts as a decisive point.

- **ON TRANS-TERRITORIAL ADOPTIONS INVOLVING INUIT:**

See : Conclusions and Recommendations - 2012 Working Group Report:

- | | |
|------|--|
| 1.2 | customary adoption involving Québec Aboriginal Nations and communities transcends the territorial boundaries of Québec and Canada and, accordingly, gives rise to complex inter-jurisdictional challenges; |
| 2.10 | once the legislative amendments have been made, Québec make the other provinces and territories, and the Government of Canada, aware of the scope and effects of customary adoption in Québec legislation and, if applicable, that Québec take the necessary measures in collaboration with the Aboriginal Nations or communities, to ensure that all the effects of such adoption are recognized outside of Québec and, conversely, to recognize the customary adoptions of children domiciled outside of Québec but within Canada; |
| 2.11 | the Québec government continue discussions with the Aboriginal Nations and communities to identify possible ways to facilitate the recognition of the effects of customary adoption of Aboriginal children domiciled outside Québec and Canada by adoptive parents domiciled in Québec, in accordance with Aboriginal custom; |

An important element of the Inuit customary adoption practice is its existence without borders, involving Inuit from Nunavik, Nunavut or Nunatsiavut (Inuit Nunaat). It is therefore crucial that a dialogue be established, through a specific table or else, so the implementation of the Civil code of Québec's new provisions with regards to transboundary Aboriginal customary adoption be analyzed in conjunction with all applicable jurisdictions on adoption. We may foresee that, at closing, this table be able to produce a booklet or cookbook interlinking the different rules and procedures so Inuit Customary Adoptions within Inuit Nunaat could finally see their effects fully recognized with certainty by the appropriate jurisdictions. This will require inter-territorial discussions involving the Government of Québec and its Civil Status, not only with Nunavut and Nunatsiavut but also with other provinces and territories, since many Nunavik Inuit reside in Ottawa, Winnipeg or Vancouver. This issue should certainly be treated as a priority since, at present, civil status of few adopted Inuit children are falling in-between existing jurisdictions and procedures, in breach of their Aboriginal rights, and of their rights as Québec citizen and their Children's rights. Remediating these statutory regimes' inter-connecting defaults is thus essential.

6. CONCLUSIONS

General	Objectives and Purpose of Bill 113 supported by Makivik and the NRBHSS
Article 152.1 (Bill 113)	Concept of an Aboriginal competent authority supported by Makivik and the NRBHSS as an interface mechanism between two distinct institutions (customary and statutory)
General; and Articles 152.1 CcQ; and 132.01, 71.3.2 YPA (Bill 113)	Adequate resources required so interface requirements (designation Nunavik Inuit competent authority, development of certificates, elaboration of action/interaction framework, outreach and information to communities, consultation) be duly implemented by and for the Nunavik Inuit milieu
General; Article 543 CcQ; Article 543.1 (Bill 113)	Redundant use of concepts relating to “interest of child” and “exchange of consent” be revisited
Articles 565.2, 574.1, 581 (Bill 113)	Collaborative work and actions required to assess usages of new provisions for customary adoptions in Inuit Nunaa, or other provinces or territories
Article 152.1 (Bill 113); and Article 92 (Transitional Measures Bill 113)	Synchronicity required between coming into force of new provisions and designation of Inuit Competent Authority, or modification to Article 92 (transitional provisions) to prevent void from current administrative procedure and new provisions
General	Further collaborative work necessary with respect to other Nunavik Inuit Customary Care Regimes relating to children and families

APPENDIX A: FORM G - DECLARATION OF INUIT CUSTOMARY ADOPTION FORM
NUNAVIK ENROLMENT OFFICE (2006-this day)



LP^{ab}
Société Makivik
Makivik Corporation

Nunavik Enrolment Office
P.O. Box 179
Kuujuaq, Nunavik (Quebec) J0M 1C0
Tel: (819) 964-2925 Fax: (819) 964-0458
Website: www.makivik.org

Form G
Declaration of
Inuit Customary Adoption Form

Nunavik Enrolment Office established under the authority of the Makivik Board of Directors is responsible to maintain the Nunavik Inuit Beneficiaries Register

Section A IDENTIFICATION OF THE CHILD				
Family Name at Birth	Middle Name at Birth	Given Name at Birth	Female Male	
New Family Name at Adoption	New Middle Name at Adoption	New Given Name at Adoption		
Date of Birth (yy/mm/dd)	Place of Birth	Beneficiary No.	Civil Status Registration No.	
Present Address of Residence of the Child		City	Province/Territory	Postal Code
Community of Residence	Community Affiliation	Social Insurance No.	Health Care Card No.	
Date of Adoption (yy/mm/dd)	Total Years of Residence "Outside Territory" (if applicable)		"N" Number Health Canada (if Applicable)	
Section B INFORMATION OF THE BIOLOGICAL PARENTS				
Maiden Name of Biological Mother	Middle Name of Biological Mother	Given Name(s) of Biological Mother		
Date of Birth (yy/mm/dd)	Place of Birth	Beneficiary No.	Home Phone No.	
			Work Phone No.	
Address of Residence	City	Province/Territory	Postal Code	Total Years of Residence "Outside Territory" (if applicable)
Community of Residence	Community Affiliation	Social Insurance No.	Health Care Card No.	"N" Number Health Canada (if Applicable)
Marital Status	Single Separated	Married Divorced	Common Law Widow	Date of Event (yy/mm/dd)

APPENDIX A: FORM G - DECLARATION OF INUIT CUSTOMARY ADOPTION FORM
NUNAVIK ENROLMENT OFFICE (2006-this day)



Declaration of Inuit Customary Adoption Form

Section B (cont'd) INFORMATION OF THE BIOLOGICAL PARENTS					
Name of Biological Father		Middle Name of Biological Father		Given Name(s) of Biological Father	
Date of Birth (yy/mm/dd)	Place of Birth	Beneficiary No.	Home Phone No.		
			Work Phone No.		
Address of Residence		City	Province/Territory	Postal Code	Total Years of Residence "Outside Territory" (if applicable)
Community of Residence	Community Affiliation	Social Insurance No.	Health Care Card No.	"N" Number Health Canada (if Applicable)	
Marital Status	Single Separated	Married Divorced	Common Law Widow	Date of Event (yy/mm/dd)	
Section C INFORMATION OF THE ADOPTIVE PARENTS					
Maiden Name of Adoptive Mother		Middle Name of Adoptive Mother		Given Name(s) of Adoptive Mother	
Date of Birth (yy/mm/dd)	Place of Birth	Beneficiary No.	Home Phone No.		
			Work Phone No.		
Address of Residence		City	Province/Territory	Postal Code	Total Years of Residence "Outside Territory" (if applicable)
Community of Residence	Community Affiliation	Social Insurance No.	Health Care Card No.	"N" Number Health Canada (if Applicable)	
Marital Status	Single Separated	Married Divorced	Common Law Widow	Date of Event (yy/mm/dd)	
Name of Adoptive Father		Middle Name of Adoptive Father		Given Name(s) of Adoptive Father	
Date of Birth (yy/mm/dd)	Place of Birth	Beneficiary No.	Home Phone No.		
			Work Phone No.		
Address of Residence		City	Province/Territory	Postal Code	Total Years of Residence "Outside Territory" (if applicable)
Community of Residence	Community Affiliation	Social Insurance No.	Health Care Card No.	"N" Number Health Canada (if Applicable)	
Marital Status	Single Separated	Married Divorced	Common Law Widow	Date of Event (yy/mm/dd)	

APPENDIX A: FORM G - DECLARATION OF INUIT CUSTOMARY ADOPTION FORM
NUNAVIK ENROLMENT OFFICE (2006-this day)



Declaration of Inuit Customary Adoption Form

Section D DECLARATION & SIGNATURES OF BIOLOGICAL & ADOPTIVE PARENTS (All blank fields must be completed)		
1.	THAT the Child is born in _____ on the _____ day of the month of _____, of the year _____.	
2.	THAT the Biological Parents gave the Child for adoption to the Adoptive Parents on the _____ day of the month of _____, of the year _____.	
3.	THAT the adoption was made in accordance with Inuit customary adoption procedures and the Child is recognized and known within the community of _____ as the child of the Adoptive Parents, under the name _____.	
4.	THAT the Child is duly registered as a beneficiary pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement, under number _____.	
5.	THAT the Declaration of Life Birth given at the birth of the Child by the Health Center to the biological mother has been sent to the Office of Civil Status Registry and that the Child has been registered at birth at the Civil Status Registrar under the number _____.	
I, the Biological Mother, hereby declare that the information contained in this Declaration is accurate and true to the best of my knowledge.		X
Place of Signature	(yy/mm/dd)	Signature of Biological Mother
I, the Biological Father, hereby declare that the information contained in this Declaration is accurate and true to the best of my knowledge.		X
Place of Signature	(yy/mm/dd)	Signature of Biological Father
I, the Adoptive Mother, hereby declare that the information contained in this Declaration is accurate and true to the best of my knowledge.		X
Place of Signature	(yy/mm/dd)	Signature of Adoptive Mother
I, the Adoptive Father, hereby declare that the information contained in this Declaration is accurate and true to the best of my knowledge.		X
Place of Signature	(yy/mm/dd)	Signature of Adoptive Father
Section E RESERVED TO THE NUNAVIK INUIT COMMUNITY REPRESENTATIVES ONLY		
I hereby declare that the information contained in this Declaration is accurate and true to the best of my knowledge.		X
Place of Signature	(yy/mm/dd)	Signature of Mayor or Secretary Treasurer Community Northern Village
I hereby declare that the information contained in this Declaration is accurate and true to the best of my knowledge.		X
Place of Signature	(yy/mm/dd)	Signature of President Community Landholding Corporation

KEEP ONE SIGNED COPY FOR:
1) Biological Mother/Father
(2) Adoptive Mother/Father
(3) Community Northern Village
(4) Community Landholding Corporation

AND SEND ONE SIGNED COPY TO: NUNAVIK ENROLMENT OFFICE
Makivik Corporation
P.O. Box 179
Kuujuaq, Qc J0M 1C0